

PRÉFET DES LANDES

Direction de la réglementation et des
Libertés publiques
bureau des élections, de la réglementation et des
installations classées pour la protection de
l'environnement

Dossier suivi par B. LABAT

RECEPISSE N° 04295
DE DECLARATION D'INSTALLATIONS CLASSEES

LE PREFET DES LANDES,

VU le code de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou gibier à plumes et de porcs soumis à déclaration au titre du livre V du code de l'environnement,

DONNE RECEPISSE A

Monsieur Jordan MOUNET
EARL DES COLLINES
319 route des collines
40320 MIRAMONT SENSACQ

le récépissé n° 04295 du

- 2 AOUT 2013

relatif à la création d'un élevage avicole, situé sur le territoire de la commune de MIRAMONT SENSACQ

- relevant de la nomenclature des installations classées au titre de la rubrique n° 2111-3 pour un élevage comprenant 1 728 canards en gavage, soit 12 096 animaux équivalents.

AVIS IMPORTANT

Les activités soumises à simple déclaration n'appellent aucune autorisation administrative au titre du code de l'environnement.

Le présent récépissé de déclaration n'a donc pas valeur d'autorisation et l'attention du déclarant est attirée sur le fait qu'il doit solliciter toutes les autorisations prévues par les dispositions législatives ou réglementaires particulières, notamment celles du code de l'urbanisme (permis de construire). En cas d'installation dans des locaux existants, il devra vérifier si l'exercice de son activité est compatible avec les documents d'urbanisme de la commune ou, éventuellement, le cahier des charges d'un lotissement.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément au décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010 portant application de l'article L 514-6 du code de l'environnement et relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations, ouvrages travaux et activités visés à l'article L 214-1 du code de l'environnement :

- un délai de deux mois est laissé à l'exploitant à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée, pour déférer cette décision auprès du tribunal administratif de PAU,
- un délai d'un an est laissé aux tiers à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision, pour la déférer auprès du tribunal administratif de PAU ; il est prolongé de six mois après la mise en service de l'installation, si celle-ci n'est pas intervenue dans les six mois suivant la publication ou l'affichage de la décision.

Mont-de-Marsan, le
Pour le préfet,
et par délégation,
Le directeur,

- 2 AOUT 2013


Daniel CASTERAN